

A black and white photograph of a man with glasses, wearing a dark sweater over a white shirt, speaking at a podium. He is gesturing with his right hand raised. The podium features a large circular logo with a hammer and sickle, and the letters 'LIT'. Below the logo, the text 'LIGA INTERNACIONAL DOS TRABALHADORES QUARTA INTERNACIONAL' is visible. The background is slightly blurred, showing what appears to be a large hall or conference room.

La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale,

en 2016

Le PSTU (Parti socialiste des travailleurs unifié), la section brésilienne de la LIT-QI, célèbre son 22e anniversaire en 2016.

A l'occasion d'un rassemblement pour commémorer l'évènement, le 30 juillet 2016 à São Paulo, un représentant de la LIT-QI, Ángel Luis Parras, alias Caps, a prononcé un discours qui fait un peu le point sur le Programme de notre organisation internationale.

Nous reproduisons ici le texte, que vous pouvez aussi consulter et télécharger en pdf sur notre site internet www.lct-cwb.be, onglet <LIT-QI/ Qu'est-ce que la LIT-QI ?>

*Ligue Communiste des Travailleurs
lct.cwb@gmail.com
Section belge de la
Ligue Internationale des Travailleurs
Quatrième Internationale*

Chers camarades,

C'est un honneur et un plaisir de vous transmettre les salutations de la LIT-QI.

Le PSTU a 22 ans, un parti qui réaffirme que sa raison d'être est la lutte pour *la révolution et le socialisme à partir de la classe ouvrière et avec elle*. Est-il judicieux aujourd'hui au 21e siècle, de réaffirmer de telles marques d'identité ?

Le PSTU fut fondé dans une décennie qui était très difficile. C'est la décennie de la chute du Mur de Berlin et de l'offensive néolibérale qui a fait rage dans le monde entier.

On nous disait que c'était la « *fin de l'histoire* », que « le capitalisme était le seul système social possible », que « la démocratie se réaffirmait comme la forme universelle de gouvernement », que « le monde avait dépassé les blocs » et avec eux les dangers de guerre. Que les avancées des nouvelles technologies nous garantissaient un progrès illimité.

Cela allait être quelque chose comme « le Monde des Merveilles ».

Mais, 22 ans plus tard, leur monde est dans la plus grande crise économique depuis 1929, c'est celui des guerres et des révolutions qui demeurent la caractéristique de cette époque.

Leur monde, c'est celui des plus de 400 000 morts dans le génocide contre le peuple syrien ; celui de l'image honteuse de la mort et de la désolation que représente l'afflux massif de réfugiés sur les rivages de l'Europe et le traitement infâme que leur donne cette Union européenne « civilisée ».

Leur monde, c'est celui de la légion de chômeurs ; celui des salaires de faim et des droits sociaux en train d'être liquidés ; celui de l'asservissement de millions de femmes et de filles ; celui de la destruction de l'écosystème.

Et c'est en face de cette situation de catastrophe sociale que la lutte pour le socialisme est toujours d'actualité.

Nous ne défendons pas l'actuelle nécessité de la révolution et du socialisme par un quelconque dogme de foi ou de ferveur pseudoreligieuse. Ce qui nous donne la base scientifique de cette nécessité présente, c'est le fait que, dans ce système, l'humanité est empêtrée dans une spirale infernale, que le progrès humain est bloqué dans une impasse.

A chaque pas, le système capitaliste montre sa contradiction fondamentale : la contradiction entre, d'une part, le caractère de plus en plus social de la production, et,

d'autre part, l'appropriation de plus en plus individuelle de cette production. C'est cette contradiction qui implique que dans un pôle, de plus en plus réduit, la richesse s'accumule, alors que dans l'autre, de plus en plus grand, la misère augmente.

La croissante inégalité sociale n'est pas une défaillance du système ; elle fait partie de son essence même. Un système fondé sur l'exploitation du travail n'est même plus en mesure de garantir le travail à ses esclaves salariés.

Par conséquent, ce n'est que sur la base de l'expropriation des grands moyens de production et d'échange qu'il sera possible de réorganiser l'économie, de procéder à sa planification et de faire en sorte que la production et l'appropriation de cette production soient sociales.

Il n'y a pas d'autre moyen, pour garantir le pain, le travail et le logement pour des millions d'êtres humains, pour en finir avec les guerres et la barbarie, que par **la lutte actuelle pour le socialisme.**

Et ici apparaissent les propagandistes du système qui affirment que le fait de parler de socialisme serait mal vu par les gens, et provoquerait même le rejet.

En écoutant ces arguments, on ne peut s'empêcher de se demander : et si le socialisme est si mal vu par les gens, pourquoi la star de la campagne électorale aux Etats-Unis est-elle un personnage comme Bernie Sanders, se proclamant « socialiste » ? Pourquoi, dans une grande partie de l'Europe, les partis au pouvoir ou y aspirant, continuent-ils à s'appeler... socialistes ? Bien que, tout comme Sanders, ils n'ont de socialisme que ce qu'Eduardo Cunha* a d'honorable bienfaiteur.

Ils disent que nous ne nous rendons pas compte que « le socialisme a échoué ». Nous ne leur répondrons pas avec des citations de Marx, de Trotsky ou de Lénine, mais avec les arguments d'un jeune cinéaste argentin : « Qui vous a raconté que le socialisme a échoué ? Je suis un passionné de *Roméo et Juliette*. Si je vais au théâtre pour voir cette œuvre, et que la mise scène est terrible, le metteur en scène est désastreux et certains acteurs confondent les rôles, ai-je le droit de dire que Shakespeare a échoué ? »

Ce qui a échoué, c'est le stalinisme, sa théorie-programme du socialisme dans un seul pays. Ce que les travailleurs et les peuples

d'Europe de l'Est ont renversé, ce sont les dictatures, c'est cet infâme et sanglant appareil mondial du stalinisme, qui avait restauré le capitalisme à feu et à sang et avait converti les anciens bureaucrates en millionnaires et riches hommes d'affaires.

Ce que les travailleurs et les peuples de l'Est ont renversé, ce fut cette sorte de « gouvernement mondial », ce Pacte que Staline et les représentants de l'impérialisme mondial – l'Angleterre et les Etats-Unis – ont signé après la Seconde Guerre mondiale, et qui permit à l'impérialisme de récupérer, pendant près d'un demi-siècle, les grandes économies européennes, de piller les colonies, de noyer les révolutions ouvrières dans le feu et le sang, de construire l'Etat sioniste et de rétablir sa domination dans le monde entier.

Mais le stalinisme paya cher sa trahison. Si la révolution russe a démontré que la classe ouvrière pouvait prendre le pouvoir et faire des premiers pas dans la construction du socialisme, l'effondrement du stalinisme réaffirma la thèse du vieux Trotsky et montra, comme il disait, que la roue de l'histoire est beaucoup plus forte les appareils.

Sans prendre en compte la fin de ce **Pacte mondial** qui a contrôlé

les destinées du monde depuis le milieu du siècle dernier, il n'y a pas moyen de comprendre les crises politiques actuelles, les révolutions et les soulèvements de ces dernières années, de l'Egypte à la Syrie, de la Grèce à la France, du Mexique à la Turquie, en passant par la débâcle de l'Union européenne, et la polarisation sociale qui accompagne la crise économique actuelle.

Donc, là où beaucoup voient une défaite, pour nous, l'effondrement du stalinisme et la fin de son existence en tant qu'appareil mondial sont, avec la défaite du nazisme, la plus grande victoire dans l'histoire de l'humanité.

Mais rien de plus faux que de penser que, *mort le chien, la rage disparaît*. Le stalinisme a laissé son ADN incubé, y compris dans ceux qui se déclarent fervents antistaliniens.

Tout d'abord, parce que beaucoup de ceux qui dirigent les soi-disant « nouveaux partis », les Syriza et autres Podemos, furent formés dans les rangs du stalinisme, et en particulier dans les partis communistes européens, ce qu'on appelle l'eurocommunisme.

Ils se présentent en tant que champions de la « nouvelle politique » et nous stigmatisent comme sectaires et obsolètes. Ils disent : comment pouvez-vous défendre

*Le président de la Chambre des députés au Brésil

la validité, dans son essence, du *Manifeste communiste*, un programme vieux de près de 170 ans ; comment pouvez-vous défendre comme modèle la première révolution ouvrière triomphante, la révolution russe... qui aura 100 ans, l'année prochaine ?

Ils nous proposent, en échange, la *Démocratie réelle*. Mais de quelle démocratie nous parlent-ils ? Selon eux, il faudrait retourner... **à l'Agora grecque** ! Aux places publiques de la Grèce antique où les citoyens débattaient et décidaient de tout. Telle serait « l'essence pure de la démocratie ».

Eh bien, excusez notre ignorance, mais comment peuvent-ils nous stigmatiser comme obsolètes parce que nous défendons en essence des programmes et des expériences révolutionnaires d'il y a plus d'un siècle, alors qu'ils nous proposent ensuite un modèle vieux de plus de 2500 ans ? Si de temps il s'agit, notre programme est le dernier cri de la modernité, comparé à leur modèle prédiluvien.

Et c'est dans cette exigence de *démocratie en général* qu'ils démontrent l'essence de ce qu'ils sont. Ils oublient que dans cette démocratie-là, les esclaves, les étrangers, les femmes et les pauvres ne pouvaient pas participer. Il s'agit,

en substance, de la démocratie esclavagiste, du régime de la démocratie des grands propriétaires.

Nous défendons la seule véritable démocratie que l'humanité connaisse, **la démocratie ouvrière**, celle de ceux qui produisent la richesse sociale, celle qui fut mise sur pieds avec les Soviétiques, le gouvernement des travailleurs dans la révolution de 1917 en Russie.

Comme les anciens réformistes, ceux de *la nouvelle politique* sont les défenseurs inavoués du système capitaliste. Ils voient la contradiction centrale du système dans le domaine de la distribution. Leurs programmes ne vont pas au-delà de **la redistribution de la richesse**, d'un **meilleur partage**, sans mettre en question **la production**, à savoir, l'essence des rapports sociaux de propriété.

Mais là où ils montrent le plus clairement comment le stalinisme a imprégné toute cette gauche de son ADN, c'est dans leur usage généralisé de **la théorie des camps**. La profonde crise qui a commencé en 2008 a mis à nu toutes les contradictions sociales, y compris les conflits interbourgeois eux-mêmes.

A partir de ce fait réel, le concept des « camps » et de la lutte entre eux, qui dépasse la lutte de classes,

s'érige en concept théorique, programmatique et politique, comme c'était déjà le cas à l'époque pour les mencheviks et plus tard pour le stalinisme.

Leur conclusion – à chaque fois que les crises et les tensions sociales apparaissent, du Venezuela au Brésil, de l'Espagne au Portugal – est de miser sur **l'unité de toutes les forces « démocratiques » et « progressistes »**. La lutte de classe disparaît et ils misent – cohérent avec cela – sur la formation de gouvernements de collaboration entre patrons et travailleurs.

Ils s'efforcent à convaincre les travailleurs de s'installer au fourgon de queue du train « *bourgeois progressiste* » afin de ne pas « faire le jeu à droite ».

Ils ramènent les protestations ouvrières et populaires dans le bercail des institutions du parlementarisme bourgeois, effaçant toute trace de classes et empêchant que la classe ouvrière n'entre en scène de manière indépendante.

Comme les vieux réformistes, ils confondent le pouvoir avec le gouvernement. Alors, quand ils y parviennent, ils ne sont plus que les gestionnaires du système. Mais, contrairement aux anciens sociaux-démocrates allemands ou à la social-démocratie d'après-guerre

en Europe, le capitalisme est embourbé dans sa décadence et ses gestionnaires, loin des réformes, finissent comme gouvernements des contre-réformes. Par conséquent, comme Syriza, ils finissent par mettre en œuvre le plan de coupes sociales sans précédent dans l'histoire grecque moderne et ils se mettent sur le dos, en un an à peine, trois grèves générales contre eux.

On peut dire la même chose de Podemos et des nouvelles administrations municipales dans l'Etat espagnol, lesquelles, loin d'exprimer un changement quelconque, finissent par assurer la présence des grandes entreprises de construction et la privatisation des services publics, en conflit avec les grèves des travailleurs du transport public en Catalogne ou avec les justes exigences de rémunicipalisation des balayeurs de rue et des jardiniers madrilènes.

Ils justifient leur lâcheté et leur soumission au système en disant que nous sommes devant une **vague conservatrice** qui parcourt le monde et un **recul dans la conscience des masses**. Et ils disent : comment expliquer, sinon, la montée électorale de l'extrême droite en Europe ?

Ils nient, premièrement, la lutte de classes, et ne sont qu'à un millimètre de dire que « *chaque peuple a le gouvernement qu'il mérite* ».

Comme ils sont liés à leurs engagements avec la bourgeoisie, ils ne peuvent pas expliquer le rôle joué, dans toute cette montée électorale de l'extrême droite, par le refus répété de la gauche européenne de faire face à la Troïka, par son refus d'exiger la rupture avec l'Union européenne et l'euro. Ils n'expliquent pas pourquoi ils torpillent à répétition les grèves et manifestations pour les ramener au bercail d'élections de plus en plus antidémocratiques. Ils n'expliquent pas pourquoi ils renoncent explicitement à lutter pour le Non-paiement de la dette infâme qui pille les travailleurs, et ils n'expliquent pas leur refus de soutenir un plan d'urgence sociale pour sauver les travailleurs et le peuple. Ils n'expliquent pas non plus comment tout cela affecte la formation de la conscience de la classe ouvrière.

Ils blâment les autres et tentent d'expliquer la situation par le recul dans la conscience. Mais disons les choses telles qu'elles sont : ici, le recul dans la conscience est celui qu'ils ont subi eux-mêmes. Ils veulent expliquer l'état du monde comme les anciens idéalistes :

au lieu de partir de l'existence à la conscience, ils font le chemin inverse.

A chaque pas, ils s'efforcent à dissoudre l'existence des classes sociales, et ils critiquent ensuite la classe ouvrière de ne pas se reconnaître à soi-même. Ils appliquent les politiques bourgeoises de la droite quand ils arrivent au gouvernement, et ils reprochent ensuite aux gens de ne pas savoir faire la distinction entre la droite et la gauche.

Aux travailleurs et aux peuples on peut – et l'on doit – leur demander ce qu'il est possible de leur demander : **qu'ils luttent**. Et quelles preuves de plus veulent-ils dans toutes ces années ? De la Syrie à la Palestine ; de l'Égypte à la Turquie ; du Mexique à la Pologne ; de la France à la Grèce ; de la Belgique à l'Espagne. Quelles autres preuves de lutte veulent-ils ?

La conscience ouvrière ne surgit pas spontanément, elle est le produit de la confrontation, de l'action consciente, tenace, quotidienne, d'une direction révolutionnaire disputant cette conscience dans chacune de ces luttes et se battant pour un programme et une solution socialistes, non pas pour un avenir incertain mais bien pour le moment présent.

Comme le disait le célèbre écrivain et poète français Victor Hugo : « *Y a-t-il quelque chose de pire qu'un bourreau ? Oui, l'assistant du bourreau !* »

La formation d'une direction révolutionnaire, d'un Parti révolutionnaire, est donc impossible sans la confrontation quotidienne contre les bourreaux et contre les assistants du bourreau.

Cela signifie-t-il que nous sommes des sectaires, niant l'unité avec tous ceux qui ne sont pas d'accord avec nous ? Pas du tout. Nous n'avons jamais rejeté, ni ne rejetterons, l'unité avec quiconque, si c'est pour lutter ; nous n'avons épargné ni n'épargnerons jamais les efforts nécessaires pour que la classe ouvrière mette sur pieds ses organisations de front unique et se lance de manière indépendante dans l'arène politique.

Mais s'ils nous parlent d'« unité » en général avec cette supposée gauche formant des fronts de collaboration de classe ou soutenant des partis bourgeois, ou d'« unité » pour faire ensemble de la présence au parlement bourgeois le centre de notre politique... pour telle unité : non, merci.

Nous ne croyons pas être les seuls révolutionnaires au monde ; nous sommes convaincus que

dans toutes ces luttes héroïques, il y a bon nombre de travailleurs, de pauvres, de jeunes et d'opprimés appelés à rejoindre les rangs de la révolution ; et c'est à cela que nous œuvrons. Mais souvent, nous avons vu des partis révolutionnaires se dissoudre, au nom d'amples unités.

S'il existe d'autres partis révolutionnaires, enchantés de les connaître ! Qu'ils nous disent leur nom, qu'ils présentent leur programme et nous montrent leur travail quotidien, et nous serons heureux alors de discuter et de travailler ensemble pour l'unité.

Mais dissoudre ou fracturer un Parti révolutionnaire au nom de l'unité avec cette supposée gauche qui soutient des gouvernements bourgeois, qui ne cesse d'espérer des changements sur la base d'un nombre de plus en plus élevé de députés et qui laisse les tâches de la lutte pour le socialisme pour un avenir incertain, c'est un crime politique.

Je ne voudrais pas conclure sans me référer explicitement aux derniers développements au sein du PSTU.* La décision injustifiée d'un secteur de rompre avec le PSTU et de former un autre parti

*Lors du 12e Congrès de la LIT (du 24/6 au 3/7/2016), quelques centaines de camarades ont quitté le PSTU pour former un nouveau parti au Brésil.

est sans aucun doute un coup dur, et c'est ainsi que nous le sentons dans la LIT-QI. Nous leur avons dit que les différences, bien que profondes, n'étaient pas définitives, ni consolidées ; toutes sortes de garanties démocratiques furent données pour qu'ils puissent continuer à défendre leur point de vue au sein de la LIT-QI et du PSTU. Malheureusement, les camarades ont décidé d'achever ce qu'ils avaient préparé.

Comme Spinoza, nous disons : ni rire ni pleurer ; essayer de comprendre. Nous prenons acte et nous suivons notre chemin.

Le vieux Trotsky disait que les pires défaites ne sont pas quand l'ennemi te vainc, mais quand, à sa manière, il te convainc.

Que personne ne se trompe, la LIT-QI a une section au Brésil et elle s'appelle le PSTU.

Camarades du PSTU, un grand merci pour ce beau rassemblement qui réaffirme notre conviction dans

ce parti. Nous étions convaincus que le PSTU surmonterait le coup dur, et ce rassemblement est la meilleure preuve qu'il le surmontera. Et nous le savions parce que ce parti n'est pas n'importe quel parti. Ce parti est fait d'un bois spécial : c'est le bois qui se façonne dans les usines, dans les quartiers pauvres, parmi les Noirs, parmi les femmes en lutte, parmi la jeunesse précairée, parmi les opprimés, et c'est avec ce bois que se construisent les grands œuvres.

Mais c'est, en plus, un parti internationaliste. Et soyez assurés, camarades du PSTU, que dans la LIT-QI, nous avons bonne mémoire, que nous ne vous laisserons pas seuls, comme vous-mêmes ne nous avez pas laissé seuls quand nous avons passé le pire dans la LIT, en plein déluge opportuniste. Comptez sur nous pour tout ce dont vous avez besoin.

Camarades :

Vive le PSTU !

Vive la LIT !

Vive la Quatrième Internationale !

Vive la lutte de la classe ouvrière !

